

L'impact de la crise économique sur la pauvreté et la cohésion sociale

Anne-Marie BROCAS

Directrice de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

La crise actuelle a conduit à d'importantes destructions d'emplois, estimées pour 2009 à 450 000. Les difficultés sur le marché du travail devraient en outre entraîner, pour les personnes actives, une moindre progression des revenus d'activité. Quel est l'impact de ce contexte sur la pauvreté et la cohésion sociale ? Pour répondre à cette question et mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le champ de la protection sociale, la DREES a conduit divers travaux prospectifs à l'aide de ses outils de simulation. Le changement brutal de contexte économique rend en effet nécessaire une connaissance rapide des évolutions, notamment sur les situations de pauvreté.

La DREES a utilisé un modèle de micro-simulation, fondé sur un vaste échantillon d'individus. L'impact des 450 000 destructions d'emploi a été simulé, entraînant pour certains la perte de leur emploi et pour d'autres le retard de reprise d'un emploi. Deux scénarios ont été testés : l'un repose uniquement sur l'augmentation du chômage et l'autre, plus proche sûrement de la réalité, repose sur une baisse des revenus d'activité. Dans le premier scénario, la perte d'un emploi engendre une perte de revenu par le passage du statut d'actif employé à celui de chômeur. Pour une perte de 100 euros mensuels par unité de consommation, après redistribution (impôts, cotisations sociales et prestations) la baisse de niveau de vie n'est que de 46 euros. Cette perte est compensée pour moitié par le système socio-fiscal, avec un rôle majeur joué par les allocations chômage (43 euros sur les 46), mais aussi les allocations logement qui jouent un rôle significatif. Dans le second scénario, les allocations chômage jouent leur rôle pour les personnes qui perdent leur emploi, le système fiscal amortit le choc pour les personnes en activité qui voient leur revenu baisser.

Le calcul de l'impact du contexte actuel sur le taux de pauvreté reste néanmoins complexe, avec des résultats ambigus : le ralentissement de la croissance du revenu médian génère mécaniquement un ralentissement du seuil de pauvreté alors qu'un certain nombre de mesures ont soutenu les bas revenus.

Le rôle central des allocations chômage dans l'amortissement de la crise conduit à s'interroger sur la situation future. Certaines personnes ne bénéficieront plus, à terme, des indemnités. Le RSA prendra alors le relais, avec un effet d'autant plus important de la partie chapeau du RSA, que la croissance sera de retour.

Comme l'ont montré deux récentes enquêtes réalisées par le Crédoc, les personnes en situation de pauvreté sont particulièrement déstabilisées par la crise et sont amenées à modifier leurs habitudes de consommation. Pour accompagner par la connaissance et mieux suivre les évolutions à l'œuvre, différentes opérations ont déjà été testées. Ainsi, un pilote, testé par l'ONPES, sera prochainement repris par la DREES avec une enquête régulière conduite auprès d'un panel d'acteurs de terrain. Elle permettra de disposer d'informations portant sur la perception de la pauvreté et de l'exclusion, sur les phénomènes émergents en matière de pauvreté et sur les comportements des personnes. À partir de 2010, nous reprendrons cette enquête pilote afin de fournir de manière régulière un baromètre utile à l'observation de ces phénomènes.